HAL
open science

L'habitant comme expert

Cécile Cuny

To cite this version:

Cécile Cuny. L'habitant comme expert. 2005. halshs-00004896

HAL Id: halshs-00004896

https://shs.hal.science/halshs-00004896v1

Preprint submitted on 8 Oct 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cécile Cuny
Doctorante
Humboldt Universität zu Berlin
Université Paris 8
CMB - Centre Marc Bloch - URA 1795
CSU - Culture et Société Urbaine - UMR 7112

Flämingstraße 25
12689 Berlin
00 49 30 – 93 66 55 49
cec@cmb.hu-berlin.de

L'habitant comme expert : la construction d'un savoir indigène du local dans un secteur de grands ensembles de l'Est de Berlin.

Les recherches sur les mouvements sociaux ont insisté depuis longtemps sur l'importance acquise par la mobilisation de l'expertise au sein des répertoires d'action contemporains et sur l'enjeu politique que représentent l'accès et la maîtrise du savoir. Comme le souligne Lilian Mathieu, « un mouvement social qui mobilise le registre de l'expertise a le choix entre deux options, nullement incompatibles : soit solliciter la coopération d'experts spécialisés dans son domaine d'activisme, soit s'approprier lui-même cette expertise » (Mathieu, 2004, p. 146).
Sur le terrain de mon enquête, le quartier de Marzahn Nord West, un secteur de grands ensembles de la périphérie est-berlinoise, j'ai observé une autre façon de mobiliser le registre de l'expertise. Ce quartier est concerné depuis 2000 par le programme *Soziale Stadt*, un programme fédéral de lutte contre l'exclusion dans les villes allemandes. Il prévoit la mise en place d'un management de quartier, un dispositif de médiation chargé, entre autres, de « stimuler » (aktivieren) l'engagement des habitants. Dans le cadre de cet objectif, l'équipe du management de Marzahn Nord West a créé le Conseil des habitants, un organe consultatif réunissant des habitants volontaires. En 2002, ce Conseil apprend par la presse qu'un plan de démolition des immeubles centraux du quartier est en cours de négociation entre l'administration du Sénat pour la Ville[i] et la société immobilière communale[ii] dans le cadre du programme *Stadtumbau Ost*, un programme fédéral de lutte contre la vacance de logements dans les villes est-allemandes[iii].
Au cours d'une réunion du Conseil des habitants pendant laquelle les premières informations leur sont communiquées sur la mise en œuvre de ce plan de démolition, ils justifient leur droit à la participation en ces termes : « Dans la mesure où les habitants du secteur de planification approfondie sont les vrais experts du quartier, une collaboration reposant sur leur consultation

aurait été plus efficace ». Loin de s'inscrire dans l'une des deux options repérées par Lilian Mathieu, les membres du Conseil se revendiquent d'une expertise propre liée à leur statut d'habitants. Pour rendre compte de cette façon, apparemment inhabituelle, de mobiliser le registre de l'expertise, je décrirai d'abord comment ce registre a émergé au sein du Conseil, puis j'analyserai les autres situations dans lesquelles il est mobilisé. Je postule en effet que cette forme particulière d'expertise constitue un répertoire d'action propre aux situations de conflits opposant acteurs locaux et acteurs extra-locaux.

I. La politisation du discours des habitants sur leur quartier

Le Conseil des habitants est créé en juin 2000 suite à la première conférence de quartier organisée par l'équipe du management pour se présenter aux habitants. Conçu à l'origine sous la forme d'un organe de consultation, le Conseil des habitants joue à partir de 2002 un rôle important dans l'organisation de la mobilisation des locataires contre la démolition des immeubles prévue dans le cadre du programme *Stadtumbau Ost*. Il va s'agir ici comment le registre de l'expertise évolue avec la fonction du Conseil dans le quartier

I. 1. Le programme *Soziale Stadt* et la certification du Conseil des habitants

Durant ses premières années de fonctionnement, le management de quartier organise une série de conférences dans plusieurs secteurs du quartier à destination des habitants. Martin Witte, président et porte-parole du Conseil des habitants depuis sa création, décrit le déroulement de la première conférence de 2000 en ces termes : « on est allé dans les groupes de travail, on a dit, bon, pour ce quartier il y a tel et tel problème, on les a rassemblés (…), on les a enregistrés, ces problèmes, pour pratiquement les déposer dans l'agence du quartier ». Martin Witte nous décrit ici un dispositif de consultation que le management utilise comme moyen d'investigation : il s'agit d'inventorier les problèmes du quartier en interrogeant ses habitants. Ce procédé est assez étonnant : la parole des habitants suffit à définir des problèmes publiques pour lesquels des sommes très importantes (2, 950 millions de DM soit environ 1,5 millions d'euros en 1999 pour le seul quartier de Marzahn Nord West[iv]) sont investies chaque année. Pour identifier les quartiers en difficulté faisant l'objet du programme berlinois, le Sénat de Berlin avait procédé autrement: il avait commandé un rapport sur la ségrégation urbaine à Berlin au sociologue Hartmut Häußermann, directeur du département de sociologie urbaine de l'Université Humboldt. Le dispositif d'investigation sociale des managers de quartier s'inscrit

en fait dans le contexte du discours politique qui sous-tend le programme *Soziale Stadt* à l'échelle fédérale. Le discours que prononce le chancelier allemand Gerhard Schröder en mai 2002 à Berlin pendant le Congrès Soziale Stadt en fournit un bon exemple: « Ce programme ne pourra déboucher qu'en s'appuyant sur la plus grande participation possible des citoyens. Les habitants sont les mieux à même de savoir quels sont les problèmes urgents qui affectent leurs quartiers. Et nous ne les gagnerons à un travail commun que s'ils ont aussi à décider quelque chose[v] ». Ce discours institue l'autorité des habitants en matière de diagnostic social plus qu'il ne le justifie. Pour reprendre le concept de Doug Mc Adam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, on assiste ici à la certification de l'expertise des habitants : « La certification fait référence à la validation des acteurs, de leurs performances et de leurs revendications par des autorités extérieures » (Mc Adam, Tilly, Tarrow, 2001, p. 145, ma traduction).

De quelle expertise s'agit-il, à quels types d'objets s'applique-t-elle, sur quels types de savoirs s'appuie-t-elle exactement ? Pour répondre à ces questions, examinons d'abord les résultats de l'investigation menée par le management de quartier auprès des habitants : quels problèmes ont-ils identifié ? La liste de résultats soumise au Conseil des habitants lors de la séance constituante du 26 juin 2000 repère par exemple que le quartier n'offre pas assez de possibilités de séjour dans l'espace public (bancs), de loisirs pour les adultes, de rencontres avec les autres habitants, de lieux de consommation culturelle ou gastronomique. Cette liste reconnaît aussi un déficit d'informations concernant les offres d'activités dans le quartier et l'expansion du vandalisme. Autrement dit, le savoir mis en jeu ici concerne principalement l'usage du quartier : ils s'agit de repérer aussi bien les déficits qui rendent certains usages impossibles ou limités (se promener, s'asseoir sur un banc, s'amuser, se divertir, communiquer, etc.) que ceux qui entraînent un mésusage du quartier sous la forme du vandalisme (les membres du Conseil voient en effet dans la pauvreté de l'aménagement des aires de jeu ou l'abandon de certains bâtiments la cause du vandalisme). De la même façon, l'ensemble des avis formulés par le Conseil ont pour but d'améliorer l'usage du quartier, soit en comblant directement les déficits comme il le fait au cours d'une promenade avec le service municipal des espaces verts pour déterminer l'emplacement de nouveaux bancs, soit en améliorant l'usage des équipements publics par l'aménagement de nouveaux horaires d'ouverture. Dans cette perspective, les membres du Conseil mobilisent un savoir lié à leur statut d'usagers quotidiens du quartier. Les pouvoirs publics font appel à une expertise dite d' « usage » comme c'est couramment le cas lorsqu'il s'agit d'adapter un service ou un dispositif destiné à une catégorie particulière de population (handicapés, drogués, malades, population défavorisée, etc.).

I. 2. Décertification et « savoir local »

Dans le contexte de l'expérience accumulée au sein du management de quartier, l'annonce du projet de démolition des immeubles du centre du quartier, en dehors de toute consultation préalable, est interprétée par les membres du Conseil comme une forme de décertification. Dans les entretiens, cette interprétation apparaît à travers la référence continuelle au mutisme des autorités face aux demandes répétées d'information. Dans une lettre adressée aux services de planification de l'arrondissement, Martin Witte écrit par exemple : « Avec votre lettre, (…) nous nous sommes malheureusement rendu compte que l'administration municipale a renoncé à faire participer les citoyens à cette question d'importance vitale pour nous à Marzahn Nord West. » Il devient alors intéressant d'observer l'effet de la décertification du Conseil mobilisent sur la façon dont il mobilise le registre de l'expertise. Observons l'argumentation qu'ils développent dans la lettre qu'ils adressent au sénateur Peter Strieder en janvier 2003 pour revendiquer leur droit à la participation : « Le faux départ du programme de reconstruction dont il faut nous rendre à l'évidence ici est à la mesure de notre désillusion. Quel que soit celui qui en est à l'origine (…), la tempête d'annonces de la WBG Marzahn qui l'a suivi n'a pas seulement laissé un goût amer et une atmosphère gâtée chez les locataires mais aussi chez l'ensemble des habitants du quartier. Plus encore : d'après la première impression (non moins significative) qui a émergé, la « Reconstruction à l'Est (Stadtumbau Ost)» pourrait devenir une « initiative de déportation des locataires du Nord (Mietervertreibungsinitiative Nord)» de Marzahn (…) Le quartier Marzahn Nord/West ne résiste pas à l'incertitude qui plane actuellement sur lui, il a déjà glissé dans une position dangereuse et menace de sombrer totalement. Or cela nous ne le voulons pas ! Ici c'est notre petit bout de patrie ! Et il devrait donc être possible de le maintenir et de le valoriser ensemble.»

Dans cette lettre, le Conseil des habitants s'adresse au Sénateur au nom de l'ensemble des habitants du quartier. De plus, il ne revendique pas sa participation au nom d'une compétence particulière en matière d'aménagement ou du point de vue de l'usage du quartier, comme il aurait pu le faire sur la base de son expérience acquise dans le cadre du management de quartier, mais au nom de son appartenance locale. Il se livre d'ailleurs à un type de description qui n'est pas sans rappeler celle des ethnographes lorsqu'ils insistent sur les sensations que leur procurent un lieu ou une culture ou lorsqu'ils invoquent leur sens de la situation. Face au sénateur, le Conseil des habitants s'appuie sur ce que James Clifford

appelle « l'autorité de l'expérience » : elle est « fondée sur la capacité de "sentir" le contexte exotique, une sorte de flair et de sens intuitif d'un style ou d'un lieu[vi] » (Clifford, 1993, p. 128). Autrement dit, le Conseil mobilise désormais un savoir fondé sur sa condition d'habitant, à laquelle il revêt une dimension culturelle en assimilant l'habitant à l'indigène ou à l'autochtone. Par convention, j'appellerai désormais ce savoir "savoir local".

Comment rendre compte de cette évolution et du lien entre identité et type de savoir mobilisé ? Doug Mc Adam, Sidney Tarrow et Charles Tilly proposent de considérer les identités comme les produits d'interactions sociales : « Les identités consistent dans les relations sociales et les représentations que s'en font chacun des acteurs. Elles ne sont pas des attributs durables et englobants de personnes ou de collectifs en tant que tels. Porter l'identité de mère, c'est maintenir une certaine relation à un enfant » (Mc Adam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 133, ma traduction). Or, la mobilisation contre le projet de démolition confronte les membres du Conseil à de nouveaux acteurs, extérieurs à la sphère locale. Alors qu'ils avaient jusque là principalement accès aux représentants locaux des sociétés immobilières ou de l'administration du Sénat pour la ville, les réunions d'information organisées sur le projet de démolition amènent par exemple dans le quartier la responsable du programme *Soziale Stadt* pour l'ensemble de la ville, la secrétaire d'Etat à la ville ou le PDG du groupe immobilier dont fait partie la société immobilière communale. On peut donc postuler que face à ces acteurs extra-locaux, les membres du Conseil ont défini leur identité à partir de leur appartenance locale. La relation qu'ils entretiennent avec ces acteurs s'organise alors en fonction de l'opposition local/extra-local. Doug Mac Adam, Sydney Tarrow et Charles Tilly ajoutent que dans le cadre des luttes politiques, les répertoires d'action, c'est-à-dire « l'ensemble limité des façons routinières d'émettre des revendications » (Mc Adam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 138, ma traduction), sont déterminés par la paire d'identités en jeu dans la lutte. Autrement dit, les membres du Conseil confrontés à de nouveaux acteurs ne pouvaient plus agir comme avant. Il leur fallait changer de répertoire d'action. On peut donc comprendre la mobilisation du savoir local comme un nouveau répertoire déterminé par la définition d'une nouvelle identité portée par le Conseil des habitants face aux acteurs extra-locaux.

II. Les enjeux sociaux et politiques du savoir local

La mobilisation du savoir local constituerait ainsi la modalité principale selon laquelle les membres du Conseil se construisent une position face aux acteurs extra-locaux. C'est cette hypothèse qu'il va s'agir de confirmer ici à partir de l'analyse de deux autres situations dans lesquelles j'ai rencontré cette façon de mobiliser l'expertise : la contre-expertise des habitants riverains d'un projet de déviation et la pratique de l'histoire locale.

II.1. Savoir local contre expertise publique

Au cours de la mobilisation contre le plan de démolition des immeubles du centre du quartier, le Conseil des habitants a créé une initiative de défense des locataires chargée de représenter les intérêts de ces derniers dans les négociations avec la société immobilière communale. A la fin de l'opération en 2004, elle n'a pas été dissoute, bien que la plupart des locataires qui la composaient se soit démobilisée. Parmi la quinzaine de membres qui faisaient partie de l'initiative, il en reste 4 à 6 qui appartiennent soit au Conseil des habitants, soit à une initiative créée dans la partie ouest du quartier, soit encore à une troisième initiative formée dans le village d'Ahrensfelde, une commune brandebourgeoise limitrophe. L' « initiative de défense des locataires » a également changé de nom en adoptant celui d' « initiative citoyenne Marzahn Nord » en référence à l' « initiative citoyenne Marzahn West » située à l'ouest du quartier et à celle d'Ahrensfelde, l' « initiative citoyenne B 105 Ahrensfelde ». Autrement dit, nous observons ce que Doug Mac Adam, Sydney Tarrow et Charles Tilly appellent une « appropriation sociale », c'est-à-dire un mécanisme par lequel un groupe de militants « utilise une organisation déjà existante et la transforment en un instrument de lutte » (Mc Adam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 47, ma traduction). Dans mon cas, j'ai plutôt affaire à une ancienne organisation vidée de son contenu qui se reconvertit dans la défense d'une nouvelle cause (un projet de déviation qui emprunte la rue passant entre le quartier de Marzahn Nord West et le village d'Ahrensfelde) avec de nouveaux partenaires politiques, une nouvelle identité et un nouveau répertoire d'action. Dans ce nouveau contexte, j'ai en effet rencontré une autre façon de définir l'habitant que celle qui avait court dans le cadre de la mobilisation contre le projet de démolition : l'habitant, c'est ici le riverain. Or, d'après Greta Dahlewitz, porte-parole de l'initiative et membre du Conseil des habitants, pour lutter contre le projet de déviation, la parole des riverains est plus légitime que celle des autres habitants. Cette conception s'oppose radicalement au discours que m'ont généralement tenu les élus et les

fonctionnaires du Sénat ou de l'arrondissement en charge du projet. Ils jugent en effet la parole des riverains illégitime parce qu'elle se restreint à la défense d'intérêts qu'ils considèrent comme opposés à ceux du bien commun. Or, si l'on suit la logique des membres de l'initiative, le riverain, c'est-à-dire l'habitant le plus directement concerné par la réalisation d'un aménagement, est toujours le plus habilité à intervenir, parce qu'il détient une connaissance fine, microlocalisée de l'espace qui constitue son voisinage. Autrement dit, il détient la connaissance nécessaire à l'intégration de l'aménagement dans son environnement immédiat. Rolf Banggartz, habitant de la rue du quartier que la voie de contournement est sensée emprunter, nous fournit un bon exemple de la nature de l'expertise qui peut être mobilisée par un habitant riverain. Ecoutons-le plutôt :

« Mais à ces réunions d'information, quand ils [les représentants du service de planification du Land de Brandebourg] entrent en scène là toujours, alors nous sommes là et (rit) maintenant nous avons déjà entendu ça [la présentation du plan] pour la quatrième fois ! Et la chef de celui à qui j'ai une fois téléphoné, Madame Fienis-Keck, oui, elle disait déjà la dernière fois, ça y est ce sont de nouveau les mêmes ! (rit) Mais bon, elle n'a de nouveau rien raconté de neuf. Que ce blablabla général. Ce qui fait vraiment problème, ils ne le disent pas justement. Oui, par exemple, il y a beaucoup d'habitants d'Ahrensfelde, qui viennent maintenant des nouvelles maisons en vélo jusqu'à la gare ou jusqu'au tramway et vont ensuite au travail en transport en commun plutôt qu'en train. Que pour ceux qui viennent jusqu'à la gare cela devienne presque mortellement dangereux de traverser ce croisement avec ce morceau de mur et allez savoir encore ce qui va s'ajouter, ça, on ne le dit pas. Et ils n'ont même pas dit que si ça passe par ici, un filtre à air sera ajouté dans toutes les pièces qui donnent sur la rue. »

Rolf Banggartz s'est dans un premier temps considérablement investi dans l'acquisition de connaissances techniques lui permettant de déchiffrer les différentes variantes du plan d'aménagement envisagées par les services techniques du *Land* de Brandebourg[vii]. De ce point de vue, l'expertise qu'il mobilise correspond à la deuxième option mise en évidence par Lilian Mathieu dans le cas des mouvements sociaux. Ce qui fonde ainsi la spécificité de l'expertise mobilisée par Rolf, c'est plutôt la façon dont il combine ce premier investissement à une autre forme de savoir. Rolf Banggartz ne s'est pas contenté d'étudier les dossiers aux services de planification. Il s'est aussi livré à une véritable enquête de terrain, examinant dans le détail l'ensemble des conséquences pratiques qu'aurait le projet non seulement pour l'ensemble des riverains actuels mais surtout pour ses riverains futurs. Or, pour explorer l'ensemble des conséquences futures que peut occasionner le projet sur son environnement

immédiat, Rolf s'appuie sur sa connaissance fine de la situation locale. Cette forme de savoir lui permet ainsi d'appliquer à la situation locale les connaissances techniques qu'il a acquises pour la lecture des éléments du plan. L'expertise qu'il mobilise ici s'oppose donc par sa localisation, c'est-à-dire par son application à des objets singularisés par leur appartenance locale, au savoir technique du professionnel qui doit pouvoir s'appliquer à une même catégorie d'objets indépendamment de leur contexte. En cela, l'exemple de Rolf et de la forme d'expertise qu'il mobilise face aux planificateurs du Brandebourg partage un certain nombre de points communs avec celui des éleveurs de moutons de Cumbria cité par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannik Barthe (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001, p. 130-135). La région anglaise de Cumbria avait été polluée par le nuage radioactif de Tchernobyl en 1986 et quelques années auparavant par l'incendie d'une usine de retraitement. Les éleveurs de mouton de la région se sont appuyés sur leur connaissance de la « géographie fine de leurs pâturages » pour contester le quadrillage retenu par les scientifiques chargés de déterminer l'origine de la radioactivité. Comme le concluent les auteurs, « à travers ce conflit sur les connaissances, c'est aussi un conflit sur les identités qui se joue. Claquemurés dans leurs laboratoires et dans leurs plans de collectes et de traitements de données, les scientifiques ignorent purement et simplement les groupes concernés (…). Ils réduisent à l'inexistence un groupe avec son expérience, ses savoirs, ses pratiques, ses méthodes d'investigation, sa manière de vivre dans son environnement. Ils nient l'identité de ces groupes, tout ce qui fait leur richesse, leur sentiment d'exister, d'être pris dans un monde où ils occupent une place » (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001, p.135). Ainsi retrouve-t-on dans le cas de la contre-expertise de Rolf Banggartz une situation de conflit mettant en jeu la même paire d'identités (local/extra-local) que celle qui était déjà en jeu dans l'opposition entre les membres du Conseil et les acteurs extra-locaux responsables du plan de démolition. En ce sens, on peut considérer la contre-expertise de Rolf Banggartz comme une variation du même répertoire d'action : la mobilisation du savoir local. Qu'en est-il de la pratique de l'histoire locale ?

II.2. Les enjeux de l'énonciation de l'histoire locale

La pratique de l'histoire locale peut en effet être considérée comme une autre forme d' « expertise locale ». Elle est le fait d'un groupe également représenté au sein du Conseil des habitants : les habitants pionniers des grands ensembles de Marzahn. La construction du secteur de grands ensembles de l'arrondissement de Marzahn s'est faite entre les années 1979 et 1989. Elle s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de construction lancé dans les

années 1970 par Erich Honecker au moment de son accès au poste de premier secrétaire du parti du SED. Une partie des membres du Conseil appartient à la génération des premiers locataires arrivés à Marzahn Nord West au moment de sa construction, de 1984 à 1989, « lorsqu'il n'y avait que du sable partout ». Cette période a donné naissance à un mythe, celui de « l'époque des bottes en caoutchouc » que la génération des premiers habitants réactive à chaque commémoration : à cette époque, les gens partaient tous au travail dans des bottes en caoutchouc pour se protéger de la boue dans les rues encore inachevées. Martin Witte, qui appartient à cette génération des premiers locataires, fait autorité dans le quartier en matière d'histoire locale. Il y est particulièrement apprécié pour ses talents de conteur. A ce titre, il est régulièrement sollicité par les responsables des équipements socio-culturels locaux pour animer des séances d'histoire locale. Contrairement aux exemples des érudits de Trames décrits par Benoît de L'Estoile (De L'Estoile, 2001), Martin Witte ne tire pas son érudition de ses investigations dans les archives municipales ou familiales ou de la collecte d'objets et de documents destinés à la réalisation d'un musée d'histoire locale. Il raconte l'histoire du quartier à partir de son expérience personnelle. En ce sens, il se considère moins comme un « savant local » ou un « historien amateur » que comme un témoin.

L'enjeu de ce témoignage est double. D'une part, comme dans le cas de certains érudits de Trames, il s'agit pour cet ancien journaliste de la radio *Stimme der DDR* aujourd'hui au chômage de longue durée, « d'avoir accès à une forme de "notabilité" » (De L'Estoile, 2001, p. 127) : Martin Witte est invité aux manifestations qui tournent autour de l'histoire des grands ensembles au même titre que d'autres témoins importants de cette période (l'ancien maire ou l'architecte des grands ensembles par exemple). D'autre part, à une échelle plus collective, cette pratique s'inscrit dans le contexte du discours politique produit par les historiens allemands, les responsables politiques et les médias sur la RDA et du phénomène qui lui est lié, l'Ostalgie. Comme le remarque Mary Fulbrook, « la stigmatisation du régime est-allemand par les études historiques au début des années 1990 et la focalisation des médias et des commentateurs politiques sur les méthodes arbitraires et les mesures répressives suscitèrent une vague d' "Ostalgie" et la protestation des Allemands de l'Est qui estimaient avoir été tout à fait en mesure de "vivre une vie parfaitement ordinaire" dans cette dictature peu ordinaire » (Mary Fulbrook, 2004, p. 84). Le discours « ostalgique » se manifeste en particulier dans les entretiens par la nostalgie du système social et éducatif de la RDA et la critique du nouveau système qui s'est imposé à la réunification. Martin Witte participe aussi à un projet d'anthologie de textes édité à compte d'auteur[viii] dont l'objectif est de montrer que « tout n'était pas si mauvais en RDA » à partir de récits autobiographiques. Dans le même

registre, Martin Witte s'est chargé de rédiger pour une association du quartier un guide touristique qui propose 7 parcours dont l'objectif explicite est de « faire apparaître à travers des témoins visibles et tangibles de l'histoire des origines et de la vie du quartier l'esprit du lieu, le "Genius loci" aux habitants intéressés et aux invités de Marzahn Nord West ». Ces parcours initiatiques nous font en particulier découvrir les premiers immeubles du quartier et les témoignages artistiques de la période socialiste (parcours thématique : « Le berceau de Marzahn Nord West »), les aménagements issus de la consultation des habitants (parcours thématique : « Sur les traces des Conseils ») ou, plus étonnant encore, les espaces verts qui ont succédé à la démolition d'immeubles et de bâtiments publics dans le cadre du programme *Stadtumbau Ost* (parcours thématique : « Méfiez-vous des espaces verts!»). Ce guide touristique inscrit ainsi, sur un mode ludique et souvent humoristique, les nombreux changements amenés par la réunification et les années 1990 dans la continuité de la période socialiste.

Conformément au cas de Trames analysé par Benoît de L'Estoile, la pratique de l'histoire locale sert bien à asseoir une distinction entre « établis » et « outsiders ». Cependant, la frontière ne passe pas entre les anciens habitants et les nouveaux venus comme c'est le cas pour Trames. Comme nous venons de le voir, l'histoire locale, à travers des projets comme le guide touristique, remplit plutôt une fonction volontairement intégrative vis-à-vis des habitants qui n'ont pas connu la période socialiste: il s'agit de transmettre à ces nouveaux venus, dont je fais d'ailleurs partie, « l'esprit du lieu », à travers le récit de son histoire et le culte de sa mémoire. La ligne de partage entre « établis » et « outsiders » correspond plutôt à une frontière bien connue en Allemagne : elle passe par la distinction entre Ossis et Wessis[ix]. L'exemple de l'histoire locale telle qu'elle est pratiquée à Marzahn Nord montre qu'il ne s'agit pas seulement d'une frontière culturelle. La culture se mêle ici de politique : l'approfondissement des différences culturelles sert un affrontement politique. Autrement dit, l'histoire locale peut se comprendre, là encore, comme un répertoire d'action politique mobilisé dans le cadre d'un conflit structuré autour de la paire d'identités Ossis/Wessis où les Ossis jouent le rôle des « établis », des « indigènes » ou encore des acteurs locaux et les Wessis celui des « outsiders », des « étrangers » ou encore des acteurs extra-locaux.

Le type de savoir mobilisé au sein du Conseil des habitants de Marzahn Nord West a évolué au cours du temps. Cette évolution fait appel à un certain nombre de mécanismes propres à la dynamique de l'action collective comme la certification et la décertification, la formation de nouvelles catégories d'acteurs par la transformation d'une catégorie existante comme celle

d'habitants ou le glissement d'objet (on passe de l'usage du quartier à la défense de son intégrité culturelle et territoriale) entraînant le recours à de nouveaux répertoires d'action, comme la mobilisation du « savoir local » répertoire d'action caractéristique d'une situation conflictuelle opposant acteurs locaux et extra-locaux. A travers l'exemple de l'histoire locale on voit cependant qu'une action localisée peut constituer une réponse à un problème de portée et de dimension nationale. A travers l'histoire locale on assiste en effet à l'effet politique du déclassement social d'une partie de la population est-allemande, qui se concentre à Berlin dans les arrondissements de la partie Est où ont été construits les grands ensembles. Un autre effet de ce déclassement peut se lire dans le vote massif de la population de ce secteur de Berlin pour le parti du PDS (successeur du SED après la réunification) comme les résultats aux dernières élections du Bundestag l'illustrent à nouveau : les trois candidats du PDS aux mandats directs y ont chacun remporté plus de 40% des suffrages.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, 358 p.
CLIFFORD (James), « On Ethnographic Authority », *Representations*, n° 2, 1983, pp. 118-146.
DE L'ESTOILE (Benoît), « Le goût du passé. Erudition locale et appropriation du territoire », *Terrain*, n° 37, 2001, pp. 123-136.
FULBROOK (Mary), « Repenser la RDA sous l'angle de l'histoire sociale », Allemagne d'aujourd'hui, n° 169, juillet-septembre 2004, pp. 84-97.
MC ADAM (Doug), TARROW (Sydney), TILLY (Charles), *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 387 p.
MATHIEU (Lilian), *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004, 206 p.

NOTES

[i] La ville de Berlin représente à la fois un *Land* et une commune. Le pouvoir exécutif y est assuré par un Sénat et le pouvoir législatif par une assemblée parlementaire. Les Sénateurs remplissent à la fois les fonctions de ministres et de chefs des services administratifs municipaux et les parlementaires, celles de députés et de conseillés municipaux.

[ii] Le parc des grands ensembles est-berlinois construit pendant la période socialiste sur d'anciennes surfaces agricoles était entièrement géré par les administrations communales. A la réunification, celles-ci ont été privatisées sous la forme de sociétés immobilières dont le *Land* de Berlin est le principal actionnaire. A Marzahn, il s'agit de la *Wohnungsbaugesellschaft Marzahn* qui gère environ 30 000 logements sur les 60 000 que compte le parc de grands ensembles de cet ancien arrondissement.

[iii] Depuis la réunification, les villes est-allemandes sont confrontées à ce que les chercheurs en urbanismes et les géographes désignent par le phénomène de rétrécissement urbain qui se manifeste par des pertes importantes de population dans les centres urbains et les grands ensembles. Ce phénomène est lié d'une part à la crise des anciens centres industriels est-allemands qui pousse de nombreux Allemands de l'Est à quitter leur ville d'origine pour aller s'installer dans les anciens *Bundesländer*, d'autre part à la périurbanisation. Face à ce problème une commission ministérielle a été chargée en 2000 d'élaborer un rapport qui a servi de base au programme Stadtumbau Ost (« Reconstruction de la ville à l'Est »). Ce rapport propose notamment de démolir environ 400 000 logements dans l'ensemble des nouveaux *Bundesländer*. Voir à ce sujet : Bundesministerium

für Verkehr, Bau- und Wohnungswesen, *Bericht der Kommission « Wohnungswirtschaftlicher Strukturwandel in den neuen Bundesländer »*, Bonn, Bundesministerium für Verkehr, Bau- und Wohnungswesen , 2000, 75 p. et W. Rietdorf, H. Liebmann et C. Haller, « Schrumpfende Städte – verlassene Großsiedlungen? Stadtstrukturelle Bedeutung und Probleme von Großwohnsiedlungen », *DISP*, n° 146, 2001, pp. 4-12.

[iv] Abgeordnetenhaus Berlin, *Quartiersmanagement (I) – Einsatz von Fördermittel*, Anfrage Nr. 14/419, 30 mai 2003 (Anlage).

[v]Gerhard Schröder, *Rede anlässlich der Eröffnung des Kongresses „Soziale Stadt-Zusammenhalt, Sicherheit, Zukunft*, 7 et 8 mai 2002, Berlin, http://www.sozialestadt.de, traduction de Eleonore Koehl et Yves Sintomer, *Les jurys de citoyens berlinois*, Rapport DIV, Berlin, Centre Marc Bloch, juillet 2003.

[vi] Traduction de P. Fogarty et A. Guillemin in H. Becker, *Ecrire les sciences sociales*, Paris, Economica, 2004, p. 41.

[vii] La ville de Berlin constitue une enclave administrative au sein du *Land* de Brandebourg. Le quartier de Marzahn Nord West se situe à l'extrême périphérie de Berlin à la frontière entre le *Land* de Berlin et celui du Brandebourg. Etant donné que le projet concerne une voie de contournement du village d'Ahrensfelde, situé sur le territoire du *Land* de Brandebourg, c'est l'administration de ce *Land* qui est en charge de l'aménagement, même pour les parties situées sur le territoire du *Land* de Berlin.

[viii] Unabhängige Autorengemeinschaft „So habe ich das erlebt", *Spurensicherung*, Band 1-6, Berlin, GNN Verlag.

[ix] « Ossi » est le nom donné par les Allemands de l'Ouest aux Allemands de l'Est et « Wessi » correspond au qualificatif inverse. L'apparition de ces noms est concomitante à la chute du mur de Berlin.